
Coronavirus. La réouverture des écoles le 11 mai jugée par beaucoup « mission impossible »

En attendant, mardi 28 avril 2020, la présentation par Édouard Philippe de la stratégie de déconfinement, la réouverture possible des écoles le 11 mai continue de susciter beaucoup d'incompréhensions.

PN Publié par Paris-Normandie

Publié le 27/04/2020 à 05:31

Mis à jour le 27/04/2020 à 05:31

Temps de lecture : 2 minutes



La réouverture progressive des établissements scolaires à partir du 11 mai ne fait pas l'unanimité, loin de là. (photo archives Stéphanie Péron/Paris-Normandie)

Les divergences entre le Conseil scientifique et le gouvernement sur la date de réouverture des écoles inquiètent syndicats enseignants et parents d'élèves et renforcent le sentiment d'insécurité à moins de deux semaines de la rentrée du 11 mai.

Dans une note publiée samedi soir, ce Conseil chargé d'éclairer le gouvernement a pris acte de la « *décision politique* » de réouverture prudente et progressive des établissements scolaires et des crèches tout en se disant favorable à leur fermeture jusqu'en septembre.

« Mission impossible »

Dans la foulée, le ministre de l'Éducation **Jean-Michel Blanquer** a indiqué sur Twitter que la note du Conseil, qui prône notamment le port du masque dans les collèges et les lycées, servirait de « *base* »

pour « *l'élaboration du protocole sanitaire annoncé pour donner un cadre sûr au déconfinement scolaire* ».

En amont de la présentation demain mardi du plan de déconfinement, le Conseil scientifique a établi une liste de règles de distanciation qui devront être adoptées dans les établissements scolaires, notamment faire en sorte que les tables de classes soient espacées entre elles d'un mètre ou que les élèves ne soient en contact qu'avec les camarades de leur propre classe. « *Mission impossible* », répond **Philippe Vincent**, secrétaire général du SNPDEN, premier syndicat des chefs d'établissement. « *La somme de toutes les préconisations du Conseil, si elles étaient retenues, est infaisable dans l'état actuel de nos capacités, avec du personnel qui ne sera certainement pas présent à 100 %* », craint-il.

Le manque de concertation crée un « sentiment d'insécurité »

« *Ce sont des préconisations très complexes à mettre en place. Dans ces conditions, une reprise ne pourra pas avoir lieu le 11 mai. Si elle a lieu en mode dégradé, elle sera très fragile car à toute nouvelle suspicion, ça s'arrêtera* », prévient **Stéphane Crochet**, secrétaire général de SE-Unsa.

« *Nous attendons désormais de voir la déclinaison qui sera adoptée mais les avis différents du ministre, du gouvernement, du Conseil scientifique montrent un manque de concertation et cela crée un sentiment d'insécurité chez tout le monde* », regrette **Francette Popineau**, secrétaire générale du SNUipp-FSU, premier syndicat du primaire.

Reprise étalée sur trois semaines selon les niveaux, possibilité pour les parents de refuser d'amener leur enfant à l'école... Depuis une semaine, l'Élysée, Matignon et la rue de Grenelle ont effectivement évoqué des scénarios plus ou moins précis, chaque nouvelle annonce apportant son lot de questionnements. Francette Popineau l'assure : « *Quelle que soit la décision prise mardi, on demande au gouvernement un cadrage national sécurisé, validé par une autorité médicale sinon on ne redémarrera pas l'école, on ne fera pas prendre de risques au personnel* », prévient-elle.

« De nombreuses questions restent en suspens »

« *Et si nous repartons, il est impératif de prendre le temps long de la réflexion entre enseignants, collectivités et parents d'élèves, pour tout relancer : il faut au moins une semaine pour mettre en place la désinfection des classes, les entrées et des sorties des écoles avec*

des barrières, des marquages au sol pour assurer la distanciation, etc. », ajoute-t-elle.

Agnès Le Brun, porte-parole en charge des questions d'éducation à l'Association des maires de France, va dans le même sens. « *Il faut une adaptation locale menée en concertation avec tous les acteurs, en restant humble et modeste dans la réponse apportée* », dit-elle, rappelant toutefois que de « *nombreuses questions restent en suspens sur qui fait quoi dans la désinfection de l'école, avec quels moyens, etc.* ».

Pour **Benoît Teste**, secrétaire général de la FSU, première fédération syndicale de l'éducation, « *si on rouvre les écoles, il faut respecter des conditions sanitaires très, très strictes mais cela semble très compliqué à mettre en œuvre, et cela crée inévitablement de l'inquiétude chez les parents* ».

« Le gouvernement ne sait pas où il va »

« *Les parents d'élèves ont le sentiment que le gouvernement ne sait pas où il va dans le dossier de retour à l'école, et donc beaucoup n'enverront pas leurs enfants, c'est certain* », réplique **Rodrigo Arenas**, co-président de la FCPE, première fédération de parents.

Néanmoins, un autre syndicat du secondaire, le Snalc, demande lui que l'avis du Conseil scientifique soit suivi, et que le gouvernement « *annonce au plus vite que les écoles, collèges et lycées resteront fermés jusqu'en septembre* ». En attendant, les réunions prévues en visioconférence ce lundi avec les différentes organisations syndicales sont reportées à mercredi, selon les syndicats, soit au lendemain du plan de déconfinement par le Premier ministre **Édouard Philippe**.

Le déconfinement sonne le glas de l'unité nationale

Emmanuel Macron espère en faire « *le plan de toute la Nation* », mais le chef de l'État affronte déjà une levée de boucliers avant la présentation ce mardi de la stratégie de déconfinement, les oppositions réclamant davantage de temps pour la juger. Dans le viseur de ces dernières, deux griefs majeurs. Le premier est l'enchaînement dans une même séquence mardi après-midi de l'exposé du plan, du débat et du vote qui, même s'il n'engage pas la responsabilité du gouvernement, aura une forte portée symbolique. « *Ça a l'air d'être de la démocratie, c'est seulement de la brutalité* », s'est ainsi insurgé le chef de file des députés Insoumis **Jean-Luc Mélenchon**, qualifiant « *d'imposture* » le procédé et annonçant son intention de voter contre.

Comme lui, Les Républicains déplorent l'impossibilité d'avoir un « *temps de réflexion* » et appellent à un report du vote à mercredi ou jeudi sur « *ce sujet extrêmement grave* », dicit le député **Éric Woerth**.

La contestation gagne même La République en marche. « *Comment le législateur peut-il se prononcer en sérénité sur un "plan de déconfinement" alors qu'il ne le découvrira que quelques minutes avant le vote ?* », interroge ainsi la députée **Martine Wonner** dans une lettre au président de l'Assemblée Richard Ferrand, en réclamant également que le scrutin soit repoussé.

Le deuxième point de tension est l'avancement de ce débat, qui devait avoir lieu initialement le 5 mai, alors qu'était programmé à la place un vote sur l'application de traçage « Stop Covid » qui doit permettre de retrouver les contacts des porteurs du coronavirus. Le sujet avait provoqué des remous au sein même de la majorité et sa dilution dans la question du déconfinement est perçue comme une manœuvre politique. « *Un vote unique sur le plan déconfinement (et donc sans possibilité de se prononcer sur le traçage numérique en tant que tel) et avec un nombre aussi réduit de députés, ne correspond pas, au regard des enjeux, à un niveau de démocratie parlementaire suffisant* », a ainsi estimé dans un tweet le député **LREM Aurélien Taché**.

Le bilan au 26 avril

En France, l'épidémie a fait 22 856 morts, avec 242 nouveaux décès enregistrés en 24 heures dimanche 24 avril, contre 369 sur la journée précédente. En réanimation, le nombre de patients baisse maintenant depuis 18 jours de suite avec 4 682 personnes admises pour Covid-19, 43 en moins depuis samedi.

n En Normandie, 608 personnes étaient hospitalisées dimanche (soit une diminution de 1 % en 72 h, depuis le jeudi 23/04, quand 614 personnes étaient hospitalisées) : 149 personnes dans le Calvados, 115 dans l'Eure, 52 dans la Manche, 66 dans l'Orne, 226 en Seine-Maritime. Parmi elles, 116 se trouvaient toujours en réanimation (contre 131 jeudi), tandis que 984 personnes sont retournées à domicile. L'ARS a été informée de 5 décès en Seine-Maritime. 319 personnes sont décédées à l'hôpital depuis le début de la crise (âge médian de 82 ans).

Seniors : un risque mal évalué

Le taux de mortalité augmente nettement à partir de 70 ans. (photo AFP)

À partir de quel âge est-on considéré « à risque » face à cette maladie ? L'âge peut-il être un critère pour rester ou non confiné ?
Le point sur la situation de cette partie de la population particulièrement touchée.

Un risque qui augmente avec l'âge...

« *Le risque de forme grave de la maladie augmente progressivement avec l'âge, et ce, à partir d'environ 40 ans* », souligne l'OMS, qui fait démarrer à « *plus de 60 ans* » la catégorie des personnes à risque (aux côtés de celles souffrant de maladies chroniques). Mais dans certains pays, comme au Royaume-Uni, le seuil de 70 ans a été retenu pour définir les personnes à qui il est conseillé de respecter un confinement strict.

Les données publiées depuis l'apparition de l'épidémie montrent pourtant un « *surrisque* » significatif dès 60 ans. Ainsi, une étude parue le 31 mars dans la revue *The Lancet* estime le taux de mortalité à 4 % chez les patients chinois âgés de 60 à 69 ans, contre 1,4 % pour l'ensemble des malades. Ce taux reste toutefois nettement inférieur à celui des septuagénaires (8,6 %) et des personnes de 80 ans ou plus (13,4 %).

De même, la proportion des malades nécessitant une hospitalisation grimpe fortement avec l'âge : 4,3 % pour les 40-49 ans, 11,8 % pour les 60-69 ans et 18,4 % pour les octogénaires, soit environ un sur cinq. On retrouve des données comparables dans les autres pays touchés. En France, plus de deux décès à l'hôpital sur trois (71 %) et la moitié des hospitalisations (51 %) concernent des personnes d'au moins 75 ans, selon Santé publique France.

... Mais une population hétérogène

Toutefois, « *l'âge ne peut pas se résumer au seul nombre des années* », souligne l'Académie nationale de médecine, pour qui ces « *données statistiques incontestables* » sont avant tout un « *reflet* » de l'état de dépendance et des problèmes de santé, plus fréquents

quand l'âge avance. Les médecins préfèrent parler d'âge physiologique : quoi de commun entre **Robert Marchand**, connu pour continuer à faire du cyclisme à plus de 100 ans, et une personne du même âge en Ehpad, où les résidents ont en moyenne huit problèmes de santé cumulés ?

Les inconnues

Les inconnues rendent difficile l'identification des personnes à risque. « *Il est très difficile d'anticiper actuellement les patients qui vont développer des formes graves* » nécessitant une hospitalisation, « *et ceux qui en hospitalisation vont se dégrader* », observait récemment l'infectiologue **Florence Ader**. « *On sait faire une évaluation standardisée de la fragilité d'un patient âgé* », à partir des comorbidités, mais aussi de son état psychologique, nutritionnel, cognitif, explique **Olivier Guérin**, président de la Société française de gériatrie et gérontologie. « *Mais à l'heure actuelle, on n'a pas suffisamment de données pour dire, dans ce syndrome de fragilité, quels éléments* » pèsent le plus « *dans l'altération de la réponse face au virus* ».

Epidémie de coronavirus : La rédaction de Paris-Normandie reste mobilisée.

Vous informer chaque jour : nous sommes engagés dans cette mission d'information d'intérêt général. **Votre soutien nous est plus que jamais indispensable** : [plus d'informations sur nos abonnements](#)